

# La lucide diplomatie turque des Etats-Unis

lundi 20 décembre 2010, par [Ariane Bonzon](#)

**Une chose ressort des câbles fuités par WikiLeaks : s'ils ne cachent pas leurs inquiétudes, les diplomates américains rappellent sans cesse et constamment, encore et encore, l'intérêt, la nécessité et même l'impératif essentiel, de l'allié turc.**

Sur l'axe Ankara-Washington, et lus en 2010, les fameux télégrammes américains fuités par WikiLeaks n'apprennent rien de fondamental qu'on ne sache déjà. Parfois inspirés, ils posent plus souvent de questions qu'ils ne donnent de réponses, expriment plus de doutes que de certitudes. Et pourtant, quand on les met en perspective, à la lumière de l'évolution de ces dernières années et même de ces derniers mois, quand on les recoupe, quand on s'attache à quelques détails apparemment insignifiants, quand on s'interroge sur certains de leurs silences, bref quand on les étale, compare, oppose et complète, ces textes -dont l'humour n'est pas absent- en deviennent presque passionnants.

Ce qui en ressort, c'est d'abord une analyse lucide, voire cruelle, de la vie politique turque. Les portraits dressés, les mots utilisés, les remarques, très rudes parfois, pourraient provoquer quelques froids dans les relations bilatérales. C'est d'ailleurs, souvent exclusivement, cet aspect des télégrammes qui a été retenu par les commentateurs. Or si les diplomates américains ne se payent pas de mots sur leurs interlocuteurs turcs, s'ils ne cachent pas leurs inquiétudes, ils rappellent sans cesse et constamment, encore et encore, l'intérêt, la nécessité et même l'impératif essentiel, de l'allié turc, lequel a par ailleurs rejoint l'Otan dès 1952.

## La rivalité Erdogan-Gül

En 2004, deux ans seulement après la victoire électorale du parti de la justice et du développement (AKP), un télégramme classifié secret dresse un premier bilan. Quelques jours auparavant, le conseil européen a voté, à l'unanimité, en faveur de la candidature turque et fixé l'ouverture des négociations à octobre 2005. A l'époque, les autres analyses occidentales sur le nouvel homme fort de la Turquie, Tayyip Erdogan, sont beaucoup moins catégoriques et nettement moins visionnaires. L'un des conseillers diplomatiques français en poste en Turquie se plaignait alors d'avoir « tant de mal à accéder et à établir des contacts avec le nouveau pouvoir turc ».

Le Premier ministre, Tayyip Erdogan, est décrit par les diplomates américains, de façon assez impitoyable « paradant avec sa démarche de footballeur semi-professionnel » et ses « conseillers flagorneurs » souvent qualifiés d'incompétents. Ni lui, ni son gouvernement n'ont pris « les mesures minimales pour préparer la bureaucratie et l'opinion publique aux changements fondamentaux » nécessaires aux réformes demandées par l'Union européenne, explique le télégramme de 2004. L'AKP s'est présenté comme le chantre de la lutte contre la corruption, mais l'auteur américain se fait l'écho de rumeurs sur « des conflits d'intérêt » et des malversations au sein du parti de Tayyip Erdogan. Ce dernier aurait « huit comptes en Suisse » et ses explications pour justifier son enrichissement sont qualifiées de « boîteuses ». A la différence des diplomates américains, peu d'observateurs européens avaient alors saisi l'importance de la rivalité, personnelle et doctrinaire qui opposait l'autoritaire et pragmatique Premier ministre Tayyip Erdogan, avec Abdullah Gül, son ministre d'Etat d'alors, l'actuel Président de la République de Turquie, plus rigide et dogmatique sous des dehors plus bonhommes. Enfin, le télégramme évoque un homme « extrêmement dangereux », Ahmet Davutoglu, conseiller diplomatique d'influence avec lequel les Etats Unis auront, mais ils ne le savent pas encore, maille à partir sur l'Iran et Israël.

L'assise populaire du Premier ministre turc tient à sa « rhétorique aux accents populistes », à ses

allusions « religieuses » et à sa tendance à se faire passer pour une « victime », toutes choses qui trouvent une « résonance profonde » dans le pays, analyse le télégramme, toujours en 2004. L'opposition ne trouve pas non plus grâce aux yeux du signataire qui décrit sa faiblesse, son caractère antidémocratique et sa peur de la confrontation. Bref, autant ne pas espérer l'alternance avant un bout de temps : selon toute probabilité, l'AKP est au pouvoir pour un moment, suggère-t-il. Six ans plus tard, le télégramme de 2004 n'a pas été démenti. L'AKP est toujours là, plus assurée que jamais. Et l'opposition commence à peine son aggiornamento.

### **« On doit faire avec »**

L'islam turc est-il capable de se réformer ? s'interroge l'auteur du télégramme de 2004. Certes, écrit-il, l'islam turc apparaît relativement plus modéré que l'islam tel qu'enseigné dans les facultés de théologie du monde arabe. Mais il reste sur « la défensive », « hypocrite », « intolérant et ignorant à l'égard des autres religions présentes » dans le pays. Certains politiciens de l'AKP, Abdullah Gül en tête, « jouent de façon évasive » avec la question de « l'islam politique ». De plus, poursuit-il, la Turquie doit mener un difficile tête-à-tête avec son histoire : sauf à revisiter de fond en comble son histoire, d'en débattre ouvertement, comment la Turquie s'adaptera-t-elle « aux principes de réconciliation pratiqués » au sein de l'Union européenne ? En d'autres termes, les diplomates américains s'interrogent sur l'eurocompatibilité de la Turquie alors que... quelques jours auparavant la Maison Blanche avait fait pression, avec succès, sur l'UE pour qu'elle reconnaisse enfin la candidature européenne de la Turquie et ouvre les négociations d'adhésion.

La contradiction n'est qu'apparente et c'est là que ces télégrammes deviennent passionnants. Car la Turquie y est décrite comme le seul pays démocratique du monde musulman, un allié indispensable dans une région dangereuse (2008). Tayyip Erdogan lui-même, aussi féroce ment critiqué qu'il soit, apparaît le seul partenaire capable de faire de son pays une Turquie démocratique intégrée dans l'Europe (2004). L'homme « extrêmement dangereux » du télégramme de 2004, Ahmet Davutoglu, est devenu ministre des Affaires étrangères. En développant l'axe « islamique » de sa politique étrangère, écrit un des diplomates américains en 2010, il « compense » à l'extérieur du pays, la « frustration » éprouvée par le gouvernement AKP à ne pouvoir mener des réformes « pro-islamiques » à l'intérieur et conforte ainsi la base électorale de l'AKP. Sa politique « néo-ottomane » a cependant montré ses limites. Car la Turquie a des difficultés à mener jusqu'au bout ses initiatives (Iran, Arménie, Chypre, Kurdes). Ils ont des « ambitions de Rolls Royce avec les moyens d'une Rover », résume-t-il. Enfin, l'« agenda islamiste caché », que le camp des laïcs turcs comme aussi, bien souvent, les adversaires de l'adhésion turque à l'UE soupçonnent l'AKP de tenir, n'est pas considéré par les diplomates américains, en 2010, comme une menace sérieuse. Bref, « nous devons bien affirmer notre soutien à la Turquie et son engagement pour les valeurs démocratiques et les principes sécularistes, nous devons aussi poursuivre notre coopération avec elle dans la politique régionale, la lutte contre le terrorisme la sécurité énergétique », conclut encore un télégramme de 2008. Puis dans un télégramme de 2010 :

« La Turquie est un allié crucial, l'utilisation de la base d'Incirlik, du poste frontière [entre l'Irak et la Turquie NDLR], l'espace aérien turc sont indispensables à nos opérations en Irak et en Afghanistan. »

On n'a pas le choix, on doit faire avec, envers et contre tout et tous, y compris envers le gouvernement turc lui-même ; cette alliance est essentielle : voilà l'esprit qui se dégage de ces quelques télégrammes étalés sur six années, de 2004 à 2010. D'ailleurs, les Etats-Unis ne baissent pas la garde, tout au contraire, ils se font les avocats tenaces de la candidature turque à l'UE. Dans un télégramme datant de 2009, un émissaire américain évoque auprès de Jean-David Levitte, le conseiller diplomatique de Nicolas Sarkozy, le « cercle vicieux » dans lequel la Turquie se trouve vis-à-vis de l'Europe et tout particulièrement de la France :

« Elle ne poursuit pas les réformes nécessaires car les Turcs ne croient pas que leur candidature va

avancer et dans le même temps ces négociations d'adhésion ne progressent pas car la Turquie ne poursuit pas les réformes. »

Sur le sujet turc, la position américaine est l'exacte opposée de la position française : « Nous sommes d'accord pour être en désaccord », écrit un diplomate américain.

Le dernier des télégrammes diffusé sur les relations Turquie-Etats-Unis date de début 2010. Depuis, Ankara a encore durci le ton à l'égard de l'allié israélien des Américains, lors de l'affaire de la flottille de Gaza, et a refusé de voter les sanctions contre l'Iran. Mais il n'est pas sûr que cela ait changé fondamentalement les dispositions des Etats-Unis à l'égard de cet allié « crucial » qu'est la Turquie.

---

## Sources

Article original publié sur Slate.fr le jeudi 16 décembre 2010 sous le titre : [La lucide diplomatie turque des Etats-Unis](#)